

RTEMENTS	OUVRIER agricole logé et nourri.	SER- VANTE de ferme logée et nourrie
	francs.	francs.
Haute-.....	4.200 »	3.000 »
.....	5.500 »	3.500 »
.....	7.000 »	4.000 »
.....	7.200 »	5.000 »
Marne	5.400 »	4.800 »
Oise	6.100 »	3.900 »
.....	8.000 »	6.000 »
.....	6.480 »	4.050 »
.....	5.500 »	4.000 »
.....	4.500 »	3.300 »
.....	6.900 »	4.500 »
.....	6.600 »	4.000 »
.....	6.500 »	4.200 »
.....	8.000 »	4.800 »
(Haute-.....)	4.800 »	3.000 »
.....	4.800 »	3.900 »
.....	7.400 »	4.800 »

Forêts.

arrêté en date du 5 juin 1942, M. Le-Albert, garde domanial des eaux et à Heudicourt-sous-les-Côtes (Meuse), a été affecté au poste de Fresnes (Meuse), en remplacement de M. Gas-

arrêté en date du 6 juin 1942:

liboux (Fernand), garde domanial des forêts à l'Isle-Adam, maison forestière araque (Seine-et-Oise), a été affecté à s, maison forestière de l'Obélisque (Oise) (nouvelle organisation).
oyer (Cyprien), garde domanial des forêts à Parroy, maison forestière de (Meurthe-et-Moselle), a été affecté à ncuil, maison forestière des Evrieux ne-et-Moselle), en remplacement de y.

atenne (Rémi), garde domanial des et forêts à Valjoux (Isère), a été à Saint-Agnan-en-Vercors (Drôme) (nouvelle organisation).

allegot (Gaston), brigadier des eaux et à Valdahon (Doubs), a été affecté à rs (Doubs), en remplacement de e.

lere (Roger), brigadier des eaux et fo-Tréville (Doubs), a été affecté à Val- (Doubs), en remplacement de M. Gal-

assin (Lucien), garde domanial des et forêts à Prémery, maison forestière rnets (Nièvre), a été affecté à Chau-maison forestière des Esserts (Nièvre) (nouvelle organisation).

almels (Antoine), garde domanial des et forêts à Servilanges (Haute-Loire), a été à Laveissière (Cantal), en rempla-t de M. Leygoni.

delpech (Joseph), garde domanial des et forêts à Err (Pyrénées-Orientales), a été à Olette (Pyrénées-Orientales), en- cement de M. Pichéyre.

Rosse (Fernand), brigadier des eaux et à Chanceaux (Côte-d'Or), a été affecté e (Haute-Saône), en remplacement de lebaud.

Rouillon (Georges), garde domanial des et forêts à Hyet (Haute-Saône), a été à Ainvelle (Haute-Saône), en rempla- it de M. Médy.

Gitton (Fernand), garde domanial des et forêts à la Crête, maison forestière oulerot (Haute-Marne), a été affecté à eau, maison forestière du Chêne-de- gille (Loiret), en remplacement de thelin.

arrêté en date du 6 juin 1942, M. Du-r (René), commis des eaux et forêts les bureaux de l'inspection de Rouen- (Seine-Inférieure), non installé, a été é dans les bureaux de la conservation is-Ouest (nouvelle organisation).

Par arrêté en date du 6 juin 1942, M. Guillet (Joseph), garde domanial des eaux et forêts à Saint-Marlin-d'Arc (Savoie), poste supprimé, a été affecté au poste de Valmeinier (Savoie) (nouvelle organisation).

Par arrêté en date du 5 juin 1942, M. Colom-bani (Antoine), garde domanial des forêts à Harville (Meuse), est mis en disponibilité, à compter du 2 mai 1942.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décret n° 1827 du 19 juin 1942 fixant les conditions de recrutement et de rémunération des professeurs et moniteurs d'éducation physique et sportive délégués.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport des ministres secrétaires d'Etat aux finances et à l'éducation nationale,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 modifiée par la loi du 1^{er} décembre 1940;

Vu l'arrêté du 31 janvier 1942 concernant l'allocation des indemnités spéciales aux fonctionnaires de l'enseignement primaire,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale (commissariat général à l'éducation générale et aux sports) est autorisé à déléguer respectivement dans les fonctions de professeur et de moniteur d'éducation physique et sportive des établissements d'enseignement public des candidats non pourvus du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive ni du brevet de moniteur d'éducation physique et sportive.

Art. 2. — Les délégations sont accordées en principe pour la durée de l'année scolaire. Toutefois, il peut y être mis fin par le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale à tout moment, sans préavis, pour nécessité de service ou en raison de l'insuffisance professionnelle du délégué.

Art. 3. — La rémunération annuelle du personnel délégué dans les fonctions de professeur et de moniteur d'éducation physique et sportive est fixée ainsi qu'il suit:

Délégués dans les fonctions de professeur d'éducation physique et sportive:

1 ^{er} échelon.....	27.900 fr.
2 ^e échelon.....	26.200
3 ^e échelon.....	24.500
4 ^e échelon.....	22.800
5 ^e échelon.....	21.100
6 ^e échelon.....	19.400

Délégués dans les fonctions de moniteur d'éducation physique et sportive:

1 ^{er} échelon.....	17.750 fr.
2 ^e échelon.....	16.700
3 ^e échelon.....	15.650
4 ^e échelon.....	14.600
5 ^e échelon.....	13.550
6 ^e échelon.....	12.500

La répartition des agents entre les différents échelons doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel ne dépasse par celle qui résulterait de l'application de la rémunération moyenne dans chaque catégorie.

Art. 4. — Les fonctionnaires d'une administration publique autres que les instituteurs qui sont délégués dans les fonctions de professeurs et de moniteurs d'éducation physique et sportive sont rangés dans l'échelon comportant une rémunération égale ou à défaut immédiatement supérieure au traitement qu'ils percevaient antérieurement.

Art. 5. — L'avancement d'échelon a lieu d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur.

Nul ne peut bénéficier d'un avancement d'échelon s'il ne réunit au moins deux années d'ancienneté dans son échelon.

Art. 6. — Les instituteurs, délégués dans les fonctions de professeur ou de moniteur d'éducation physique et sportive, continuent à percevoir leur traitement et leur indemnité de fonction. Ils reçoivent, en outre, une indemnité forfaitaire annuelle dont le montant est fixé à 2.500 fr. pour ceux qui sont délégués dans les fonctions de professeur, et à 2.000 fr. pour ceux qui sont délégués dans les fonctions de moniteur. Cette indemnité est exclusive des indemnités prévues par les articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du 31 janvier 1942.

Art. 7. — Les ministres secrétaires d'Etat aux finances et à l'éducation nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Vichy, le 19 juin 1942.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

ABEL BONNARD.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

PIERRE CATHALA.

Décret n° 1749 du 21 juin 1942 relatif à la réorganisation de la commission des monuments historiques.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale,

Vu la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques;

Vu la loi du 21 janvier 1942 tendant à assurer la coordination des recherches archéologiques sur le territoire métropolitain;

Vu le décret du 18 mars 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 31 décembre 1913;

Vu le décret du 17 mai 1909 relatif à l'organisation de la commission des monuments historiques;

Ensemble les décrets qui les ont modifiés depuis cette date,

Décrétions:

Art. 1^{er}. — La commission des monuments historiques, instituée près le secrétariat général des beaux-arts, a pour mission de proposer au ministre secrétaire d'Etat les mesures propres à assurer la conservation des monuments ou objets présentant un intérêt d'histoire, d'art ou d'archéologie, de désigner ceux qu'il convient de restaurer, d'examiner les projets de travaux concernant les monuments classés.

D'une manière générale, elle délibère sur toutes les questions que le secrétaire d'Etat croit devoir soumettre à son examen.

Elle procède également à l'examen des problèmes de fouilles intéressant l'archéologie historique ou préhistorique, dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Art. 2. — La commission des monuments historiques est divisée en quatre sections:

1^o Section des monuments historiques proprement dits;

2^o Section des monuments préhistoriques;

3^o Section des antiquités et objets d'art;

4^o Section des fouilles et antiquités classiques.

Sous réserve des cas où la commission est convoquée en assemblée plénière par le ministre secrétaire d'Etat, chacune des sections délibère seule sur les questions qui rentrent dans ses attributions.

Art. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'éducation nationale, ou, à son défaut, le secrétaire général des beaux-arts, préside la commission des monuments historiques.